

# *Union des Groupements de Producteurs de Bananes*

**Monsieur le Premier Ministre**  
**Monsieur François Bayrou**  
HOTEL DE MATIGNON  
57 rue de Varenne  
75700 Paris

Rungis, le 25 juillet 2025

Monsieur le Premier Ministre,

Nous tenons à vous faire part de notre profonde incompréhension suite à la décision, prise par votre cabinet, de transmettre à la Commission européenne une demande de modification des mesures du POSEI visant à diminuer de 2M€ l'enveloppe POSEI « banane », pourtant jamais revalorisée depuis 2007.

Cette décision semble en effet ignorer la situation technique et économique extrêmement précaire qui est celle de nos producteurs, qui doivent lutter contre la terrible maladie du bananier appelée la « cercosporiose noire », qui se renforce d'année en année, suite à la décision des pouvoirs publics d'interdire les pulvérisations par voie aérienne et de retirer progressivement du marché les produits phytopharmaceutiques les plus efficaces pour lutter contre celle-ci.

Nos producteurs, qui ont été, peu à peu placés devant une concurrence totalement déloyale avec les autres producteurs de banane notamment ceux de la zone dollar, et qui font face avec beaucoup de courage, de passion et d'innovations agronomiques, à cette situation d'une complexité extrême, ne s'attendaient pas à ce que l'État, au milieu de ces difficultés immenses, décide de réduire son soutien financier à notre production.

Ils s'y attendaient d'autant moins que, lors de son allocution du 28 février 2024 à l'Élysée devant le monde agricole des Outre-mer, le Président de la République lui-même avait tiré des conclusions opérationnelles extrêmement nettes de cette dégradation très marquée de la situation économique dans notre filière, en accordant une aide d'État de 11M€ à nos producteurs, pour éviter le collapse général qui s'annonçait.

Cette annonce ne venait pas de nulle part : elle concluait un cycle de travail intense réalisé avec les services du Ministère de l'agriculture au début de l'année 2024, à l'occasion duquel il avait été demandé aux producteurs de bananes des données économiques très détaillées afin d'expertiser leurs situations.

Au-delà de la mesure annoncée par le Président de la République, et conscient de la grande précarité de la situation économique de nos planteurs, le Ministère de l'agriculture a adressé, le 11 avril 2024, un courrier au Président de notre filière annonçant un plan de soutien et d'urgence pour accompagner le redressement de nos exploitations, qui comprenait notamment :

- Une aide de 11M€ sur 2025 et 11M€ sur 2026, mais qui reposerait cette fois-ci sur la souscription des planteurs bénéficiaires à une MAEC bonifiée afin de soutenir la transition agro-écologique dans laquelle était engagée la production ;
- Une aide de 2M€ par an sur les mêmes années, cette fois-ci spécifiquement fléchée sur les replantations afin de renforcer le potentiel productif.

Malgré ces annonces écrites et tout à fait claires, aucune de ces mesures n'a été mise en œuvre par la suite.

C'est même le contraire qui a été fait, puisque les MAEC qui devaient être bonifiées, ont en réalité été plafonnées à un niveau qui en a exclu nombre de producteurs de bananes de leur bénéfice. Si bien que, en l'absence de mise en œuvre des mesures de redressement, la situation de notre filière s'est encore dégradée depuis le diagnostic, déjà alarmant, fait en 2024 par le Ministère. Ce sont ainsi 80% de nos exploitations qui sont en situation de fragilité économique.

Et c'est dans ce contexte qu'intervient l'arbitrage de votre cabinet, qui réduit les soutiens dont notre filière a pourtant un besoin vital.

C'est vous dire notre sidération.

Nous ne nions pas la nécessité d'accompagner la diversification de l'agriculture de la Guadeloupe et de la Martinique.

Mais nous ne pouvons pas accepter que l'effort de financement supplémentaire de la diversification pèse sur le POSEI banane, alors que notre filière traverse une crise qui nécessite de renforcer ses soutiens financiers – ce qui a été promis mais non réalisé –, ce d'autant plus que les fonds nationaux consacrés à la diversification agricole ne sont pas totalement consommés.

Au-delà, nous considérons que le POSEI n'est pas l'instrument adapté pour financer le nouvel outil que la Martinique souhaite mettre en place, et que la solution technique la plus logique serait de puiser dans les fonds du FEADER, dont les enveloppes sont encore largement disponibles en Martinique.

Enfin, nous ne comprenons pas au nom de quoi les producteurs de bananes de Guadeloupe devraient soutenir une politique agricole décidée en Martinique, et au bénéfice de la seule Martinique : c'est pourtant bien ce que l'arbitrage rendu par votre cabinet organise.

On nous oppose un courrier, envoyé le 4 décembre 2024 par votre prédécesseur Michel BARNIER au Président de l'UGPBAN, dans lequel celui-ci annonçait cette ponction de 2M€.

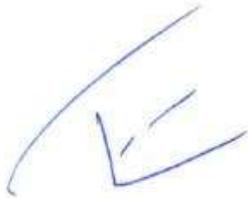
Non seulement le Premier ministre a changé, et bien des politiques publiques ont été réorientées sous votre autorité. Mais en plus, le courrier de votre prédécesseur annonçait que la Guadeloupe ne serait pas mobilisée, et surtout que le plan d'urgence du Ministère de l'agriculture serait mis en œuvre dans son intégralité. Là encore, aucune de ces deux promesses ne sont respectées.

Monsieur le Premier ministre, la continuité de l'État ne peut pas être partielle, pour ne pas dire partielle.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons solennellement, d'une part, de rappeler la demande de réduction de 2M€ du POSEI banane qui a été adressée à Bruxelles, et de lui substituer la notification des engagements pris par le Ministère de l'agriculture en 2024, qui sont essentiels pour redresser notre filière. Le financement de la mesure prévue par la Martinique peut, quant à elle, être assuré aisément par la mobilisation des fonds du FEADER.

A l'heure où le devenir de notre filière est clairement engagé, le maintien de la décision de réduire de 2M€ le POSEI banane va susciter, parmi nos producteurs, une profonde incompréhension mêlée de colère tant ils ont le sentiment de ne plus être compris par Paris.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à notre appel, et conscient de votre connaissance aigüe de nos départements d'Outre-mer, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en notre plus respectueuse considération.



**Nicolas MARRAUD des GROTTEs**  
Président de l'UGPBAN



**Francis LIGNIERES**  
Président de LPG



**Jean Claude MARRAUD DES GROTTEs**  
Président de BANAMART